

## RÉDACTION

## BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.  
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

## PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse .....	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale .....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

# GAZETTE DE LAUSANNE

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

## ANNONCES

HAASENSTEIN &amp; VOGLER

Lausanne, Place de la Paix 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

## PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

Abonnement à la **Gazette de Lausanne** jusqu'à la fin de l'année

**1 fr. 50.**  
**Pour l'étranger, 2 fr. 50**

LAUSANNE, 26 novembre 1891

## La fusion et le rachat.

Il faut bien que nous parlions encore de la fusion, alors même que cela pourrait tendre les nerfs de tel de nos concitoyens. Fusion et rachat sont deux mots si intimement liés dans l'esprit des populations de la Suisse romande que prononcer l'un, c'est évoquer l'autre. Nous avons d'ailleurs encore le temps, d'aujourd'hui au 6 décembre, pour dire ce que nous pensons de l'achat du Central et pourquoi nous combattons cette opération comme nous avons combattu la fusion. Au surplus, pour discerner l'avenir, il faut connaître le passé, et lorsque nous aurons montré dans quel esprit les opérations de la fusion ont été conduites soit de la part des administrateurs des compagnies, soit de la part de la Confédération, nous verrons mieux, les acteurs étant les mêmes, dans quel esprit aussi on a été amené à conclure avec la compagnie du Central le contrat que le peuple suisse s'appête à rejeter.

En achetant les 30,000 actions privilégiées de l'Etat de Berne, avec le concours des gouvernements de Fribourg et de Vaud — gouvernements ou députations à l'Assemblée fédérale, c'est, dans le cas particulier, la même chose — la Confédération ne dissimulait pas que, pour elle, cette opération était une introduction à l'opération du rachat général des chemins de fer suisses. C'était le procédé par « pénétration ». Le message du Conseil fédéral du 30 mai 1890 s'explique très nettement à cet égard : « En vous recommandant de ratifier le contrat au nom de la Confédération, » disait le Conseil fédéral, nous répétons que nous voyons dans l'acquisition de ces 30,000 actions un premier pas important vers l'acquisition définitive des chemins de fer du Jura-Simplon ».

Puis, après avoir ainsi exposé le but à atteindre, le Conseil fédéral expliquait comment il s'y prendrait :

Notre plan a pour but d'assurer à la Confédération, dans l'Assemblée générale des actionnaires du Jura-Simplon, la majorité des voix pour l'acquisition des actions nécessaires à cet effet. Il est établi par la pratique constante du plus grand nombre de toutes les sociétés importantes par actions qu'il suffit pour cela de posséder 1/3 de la totalité des actions. Par cette possession, la Confédération se sera procurée une position qui équivaudra en fait à celle du propriétaire. Il est évident que pour cela la possession de 30,000 actions n'est pas suffisante, puisque la totalité se compose de 104,000 actions de priorité, 170,000 anciennes actions ordinaires et 70,000 nouvelles actions ordinaires et se monte ainsi à 344,000 titres. L'achat des actions du canton de Berne doit donc nécessairement être suivi de celui des autres actions de priorité.

Donc, avec 104,000 actions privilégiées, la Confédération estimait, en 1890, pouvoir disposer dans les assemblées d'actionnaires du Jura-Simplon de la majorité des voix, étant données, d'autre part, la difficulté pour les petits actionnaires de se coaliser et la disposition des nouveaux statuts de la compagnie qui donnent à la Confédération et aux cantons le droit d'émettre autant de voix qu'ils possèdent

de titres, tandis que l'actionnaire non officiel ne peut réunir plus du cinquième des voix représentées.

C'était annoncer très carrément, disons brutalement, l'intention de gouverner la compagnie dans l'intérêt du fidei commissarius, sans tenir compte du capital fourni par les petites actions et au besoin contre ce capital. Elle éditait mieux servie encore si, comme nous l'avons rappelé dans un précédent article, le traité de fusion rédigé par MM. Marti, Goldberger et Vessaz, lequel donnait à l'action privilégiée cinq voix pour deux à l'action ordinaire, n'avait pas été modifié, au dernier moment, dans le sens de l'égalité du droit de vote pour les deux catégories de titres.

Cette même intention ressort plus clairement encore dans la suite du message. La Confédération n'achète que des actions privilégiées et, dans l'examen qu'elle fait de la situation financière de la compagnie, elle ne s'inquiète par conséquent que d'une seule question : le dividende des actions privilégiées est-il assuré à 4 1/2 pour cent. Ou, en d'autres termes, les recettes de la compagnie sont-elles suffisantes pour qu'en tout état de cause et quoi qu'il advienne, la Confédération soit assurée de toucher 22 fr. 50 en contre-partie des 20 francs de rente que le contrat l'oblige à payer à l'Etat de Berne. Quant à la situation du capital non privilégié, la Confédération n'en a cure : « Nous n'avons pas voulu, dit le message à la page 7, pousser notre examen plus loin pour savoir si, en sus de cette somme, » un dividende serait assuré aux actions ordinaires, attendu qu'il s'agit aujourd'hui uniquement de la garantie offerte à la Confédération en sa qualité de propriétaire d'actions » de priorité, pour la contre-valeur de l'achat à payer. »

L'Assemblée fédérale comprit à demi-mot. Elle ratifia prestement le marché passé avec le fidei commissarius et autorisa la Confédération à acheter aux mêmes conditions d'autres actions privilégiées encore, mais des actions privilégiées seulement.

Ainsi, la première opération de la Confédération en matière de rachat était conçue de telle façon que, dans une compagnie de chemins de fer dont tous les actionnaires sont des co-propriétaires associés, l'Etat accapare le capital privilégié et annonce l'intention de gérer en propriétaire, sans plus s'inquiéter de la condition qui serait faite par sa gestion au capital non privilégié, mais néanmoins aussi respectable et aussi digne d'intérêt que le sien.

Il est clair que d'une pareille situation devait naître tôt ou tard un conflit. Il est né plus tôt qu'on ne pouvait le prévoir en 1890.

Lorsqu'il s'est agi de faire acheter au public les actions ordinaires nouvelles provenant du remboursement par 14 millions de la ligne Berne-Lucerne à l'Etat bernois, le syndicat Goldberger-Banque cantonale vaudoise a lancé dans la circulation un prospectus où sous le titre « Aperçu sur les résultats financiers de l'exploitation du Jura-Simplon à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1890 », on annonce que l'action ordinaire pourrait recevoir 4 pour cent de dividende avant même la conversion des emprunts et 4 3/8 pour cent au cas où cette conversion serait effectuée !

Les actions ordinaires n'ont rien reçu et ne recevront rien de longtemps. Les diminutions de recettes, les augmentations de dépenses ordinaires et extraordinaires, faites ou à faire,

sont telles dans la compagnie fusionnée que non seulement le rendement du capital non privilégié sera nul pour 1891 et pour les années subséquentes, mais qu'en outre il ne faudrait pas que la situation s'aggrave beaucoup encore pour que le capital privilégié lui-même travaillât près de ses pièces.

Le capital-actions ordinaires est donc réduit à la besace et ce qui ajoute à son amertume, c'est le sentiment que, de Berne, on administre la compagnie sans montrer pour ses intérêts et pour sa condition plus de souci que n'en avait le Conseil fédéral dans son message de 1890. Et pourtant, c'est du fait de Berne que proviennent les augmentations de dépenses ordinaires, tout comme c'est des vices de l'ancien réseau bernois, privilégié dans la constitution du capital social, que proviennent, en grande partie, les dépenses extraordinaires, opérées ou en perspective.

On prétend que les porteurs d'actions ordinaires sont las de travailler ainsi pour le fidei commissarius ou fédéral. A l'accaparement du capital privilégié par la Confédération, ils vont opposer, dit-on, la coalition du capital non privilégié, de façon à pouvoir traiter de puissance à puissance. Puisque la situation est telle que tout le programme financier de la fusion est bouleversé, diront-ils à l'assemblée des actionnaires qui doit se réunir en janvier pour voter un emprunt : puisque la gêne est telle que pendant de longues années nos titres, tombés dans les plus bas cours après avoir été réduits des trois cinquièmes, ne rapporteront rien ; puisque la conversion des emprunts est définitivement compromise ; nous n'entendons pas être seuls à la brèche. Il y a un moyen bien simple d'améliorer notre état financier : c'est de suspendre pour l'action privilégiée, elle aussi, toute distribution de dividende jusqu'à ce que la compagnie soit remise à flot.

On prétend, car nous ne faisons ici que rapporter des bruits du reste publics, que la coalition des actions ordinaires est déjà suffisamment forte pour que, dans l'assemblée de janvier, la Confédération, eût-elle cent mille voix, ne soit pas encore maîtresse de la situation. Et alors qu'advient-elle ? La Confédération tombera elle-même dans la fosse qu'elle croyait creusée pour autrui. Elle devra payer la rente qu'elle a émise et ne recevra rien en retour. L'Etat de Berne seul encaissera.

La Confédération doit posséder aujourd'hui plus de 80,000 actions privilégiées, payées par 600 francs, ce qui représente à 3 0/0 une rente annuelle d'environ un demi million à servir. Elle s'est placée dans une telle condition que le dividende figurant la contre-partie de cette rente dépend du vote d'une assemblée d'actionnaires. Elle a donc gravement compromis ses finances, son crédit et son autorité morale, en créant une situation qui met l'intérêt public en hostilité avec des intérêts privés respectables et qui ne permet au premier de triompher que moyennant l'écrasement des seconds.

C'est là une politique déplorable. Assurément, de toutes les manières de procéder à la nationalisation des chemins de fer, celle que la Confédération a choisie pour se rendre maîtresse du Jura-Simplon est la plus mauvaise. Il n'est pas admissible que l'Etat fonde ses plans sur des dépouillements. Lorsqu'il le fait, il manque à sa mission tutélaire et protectrice et apparaît comme un spoliateur.

Il n'est donc pas surprenant que la façon dont la nationalisation des chemins de fer a été inaugurée ait aliéné à cette idée un grand

nombre d'esprits, en particulier dans la Suisse romande, mieux à même d'en constater les tristes effets. Car la Confédération entraîne dans sa mésaventure beaucoup de petits porteurs d'actions, privilégiées ou ordinaires, qui sur la foi des traités et suivant un exemple donné de haut, ont acquis ces valeurs comme des placements sérieux.

Ce qui nous amène à dire que la nationalisation n'aboutira que si le Conseil fédéral rompt résolument tout rapport avec les spéculateurs et les accapareurs et fonde son programme, non pas sur l'écrasement des particuliers par l'Etat, mais sur la coopération loyale des capitaux privés et de la puissance publique.

## Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 25 novembre.

L'archevêque d'Aix. — Au Parlement. — Lord Lytton.

L'archevêque d'Aix a été condamné par la cour de Paris à 3000 francs d'amende et aux dépens. L'arrêt constate le caractère injurieux de la lettre adressée à M. Fallières ; il refuse de prendre en considération les déclarations de l'archevêque, que son intention n'avait jamais été d'outrager le ministre.

Au point de vue juridique, toute la question était là. S'il s'agit d'un délit d'injure, de protester de la candeur de ses intentions pour être renvoyé indemne ? Ou au contraire le texte écrit, dont chacun peut apprécier le caractère, prévaut-il sur des intentions dont il est difficile d'apporter la preuve ? En jugeant comme elle l'a fait, la cour s'est évidemment rangée du côté du bon sens et de l'esprit juridique. Autrement il n'y aurait plus de délit d'injure punissable. Dans la condamnation, elle a usé d'une modération assez grande, puisque la peine de la prison aurait pu être appliquée.

L'arrêt cependant est apprécié dans la presse de la façon la plus diverse, comme il fallait s'y attendre en raison des passions religieuses et politiques que cette affaire a soulevées. Les journaux républicains l'approuvent hautement, quelques-uns en insinuant seulement que la condamnation aurait pu être plus accentuée. Pour la presse monarchique et catholique, qui avait compté sur un acquiescement comme dans le cas de l'évêque de Valence, il est un véritable scandale. Il paraît assez exagéré cependant de prendre ainsi au tragique la condamnation à une simple amende, d'un prélat qui n'avait, à tout prendre, pas volé cette leçon.

Pendant toute la journée, le Palais de justice a été fort animé. On se pressait à la salle d'audience, des groupes nombreux stationnaient à l'extérieur, mais les mesures prises ont suffi pour que l'ordre ne fût pas troublé. Mgr Gouthé-Soulard a comparu en soutane noire à boutons violets, avec le large chapeau à ganse verte et or. A sa sortie, la foule s'est encore accrue aux abords du Palais, il a été conduit par les passages intérieurs jusqu'à la porte donnant sur le quai des Orfèvres, où il est remonté dans sa voiture.

Quant aux plaidoiries, elles ont notablement excédé l'importance du cas soumis à la cour. M. Quesnay de Beaurepaire a cru devoir fouiller dans le passé du prélat pour le dépeindre comme un ambitieux, qui s'est fait recommander de tous côtés pour obtenir un siège épiscopal et qui une fois nommé a répudié les

tendances libérales dont il avait fait montre auparavant.

Le défenseur, M<sup>r</sup> Boissard, a prononcé un plaidoyer politique dans lequel il a plus attaqué le gouvernement français à propos de son attitude dans l'affaire des pèlerinages qu'il n'a défendu son client. Sa thèse principale, que l'archevêque d'Aix a relevé le drapeau de la France, pour lequel le ministre n'avait pas manifesté une sollicitude suffisante, devait à peu près suffire pour entraîner une condamnation. N'était-ce pas, en effet, la démonstration que Mgr Gouthé-Soulard est sorti de son rôle, en prétendant donner au gouvernement une leçon qu'il ne lui appartenait nullement de donner ?

Le Sénat a clôturé la discussion générale du tarif douanier, après un grand discours du ministre du commerce, qui a tenu à peu près toute la séance. M. Jules Roche a défendu le système du tarif double — maximum et minimum — en s'efforçant d'établir que la possibilité de conventions commerciales n'est ainsi pas exclue.

A la Chambre, la dernière séance a été consacrée à la suite du budget des finances. On a relevé le crédit affecté aux pensions militaires et pris en considération une proposition de M. Camille Pelletan abaissant les frais de bureau et de personnel des trésoriers généraux. M. Goiraud a terminé son rapport sur l'élection Lafargue, il conclut à la validation, ce qui était inévitable depuis que M. Lafargue a retrouvé son certificat d'immatriculation au consulat de France. Quelques journaux font prévoir une vive discussion pour la séance publique, on peut cependant considérer la question comme résolue dans le sens des conclusions du rapporteur.

Hier soir, vers quatre heures, est décédé, à l'hôtel de l'ambassade, lord Lytton, ambassadeur d'Angleterre à Paris. Cette mort est attribuée à une syncope ou à un arrêt du cœur. Lord Lytton, qui souffrait depuis longtemps d'une maladie de la vessie, était considéré comme entré en pleine convalescence ; on ne pouvait donc nullement s'attendre à une fin si subite.

L'ambassadeur de la reine était, comme vous le savez, fils du célèbre romancier anglais Bulwer. Entré tout jeune dans la carrière diplomatique, il séjourna entre autres à Paris comme premier secrétaire, avant d'être nommé ambassadeur à Lisbonne et d'occuper le poste éminent de vice-roi des Indes. Comme ambassadeur en France, il avait succédé à lord Lyons.

Dès que la nouvelle fut connue, M. Carnot envoya un de ses officiers s'inscrire à l'ambassade. Le président du conseil, les ministres, les membres du corps diplomatique ont suivi cet exemple. La date des obsèques n'est pas encore fixée.

## NOUVELLES POLITIQUES

— La deuxième session du parlement du Japon a été ouverte avant-hier à Nankasaki.

Cette session, dans laquelle ne sera discutée aucune question importante concernant la politique extérieure, sera très chargée sous le rapport des affaires d'ordre intérieur.

L'une des plus intéressantes sera le projet de loi relatif au rachat de tous les chemins de fer par l'Etat.

Il est une autre question qui occupe vivement l'opinion publique, bien qu'elle n'ait pas encore fait l'objet d'une proposition de loi, c'est celle de la suppression totale des droits d'exportation.

## FEUILLETON DE LA GAZETTE

## AMOUR DE JEUNE FILLE

par M<sup>me</sup> E. CARO

Sous un ciel du Nord, une maison étroite, avec un seul étage au-dessus du rez-de-chaussée sous un haut pignon en maçonnerie compacte où s'ouvre, au milieu, une petite fenêtre carrée dont la jalousie verte claqué au vent. La maison forme enclave dans les vastes bâtiments de l'arsenal et s'appuie d'un côté ; elle est comme écrasée par cette massive construction, prolongée jusqu'au rempart, qu'on aperçoit au bout de la rue, avec la porte de ville voûtée sous laquelle glisse un jour de cave. De l'autre côté de la petite maison, une grille, enlaidie de lierre et de plantes grimpantes, précède un jardin à la française avec plates-bandes fleuries et carrés de gazon géométriques ; au milieu, une élégante villa : c'est la demeure du conseiller Archibald Werner. Entre ces deux puissants voisins, la petite maison au pignon pointu, grise, décrépite, vieillotte, figurait assez bien par ses dimensions exigües, son humble aspect, le logis d'un concierge, garde-consigne ou tout autre fonctionnaire subalterne. Elle appartenait à un modeste employé à la mairie, M. Charles Dauby, qui l'habite avec sa femme et ses enfants.

Deux pièces seulement à chaque étage, diminuées encore au rez-de-chaussée par une étroite allée qui traverse la maison ; de la porte d'entrée, dont le bois fendillé, craquelé et le marteau de fer rouillé attestent la vétusté, comme aussi la négligence ou la pauvreté des maîtres du logis, on aperçoit les marches de grès usées de l'escalier en forme de vis qui s'enroule autour d'un pilier central noir et lustré par le temps. De petites baies ouvertes dans la cage extérieure, sans vitres ni châssis, y versent un jour terne, et, se-

lon la saison, la pluie et le givre, ou bien la poussière noire des charbonnages. La pièce principale, en bas, sert à la fois de salon, de salle à manger et de cabinet de travail ; une table ronde au milieu, des chaises de paille, un grand bureau à cylindre près de la cheminée et un fauteuil de cuir forment, avec une pendule à colonnes et des flambeaux désargentés, tout le mobilier. Au fond, une porte vitrée mène à la cuisine, effroyablement noire, aveuglée par l'immense muraille de l'arsenal, dont la sépare seulement un étroit boyau, large tout juste assez pour mouvoir le bras de la pompe qui en occupe un des angles ; cuisine et cour sont imprégnées de cette humidité épaisse, rancie, qu'on respire dans les cryptes. Cette odeur de moisissure gagne le corridor d'entrée, où s'écoulent dans un ruisseau à découvert, les eaux ménagères.

Le premier étage reproduit la même disposition que le rez-de-chaussée. Une belle chambre sur la rue est occupée par M. et Mme Dauby ; une autre, sur la cour, n'est pas habitée ; l'unique fenêtre, en partie murée par les exigences militaires et réduite à l'état d'imposte, la condamne à n'être qu'un lieu de débaras, encombré de porte-manteaux, de caisses et d'armoires.

Les enfants de la maison, un garçon et une fille, se partagent, au dernier étage, deux petites mansardes taillées dans les hauteurs déclinées du toit et qui se commandent l'une l'autre.

Dans la première, la moins jolie de ces mansardes, un soir de juillet, se tenait debout sur un escabeau, devant une lucarne en œil-de-bœuf percée dans la toiture, une jeune fille de quinze ans environ ; elle était habillée pour la promenade, d'une fraîche robe de percale lilas fort simple et coiffée d'un chapeau de paille qui laissait déborder la masse souple et frisée de ses cheveux châtain à reflets d'or brun ; les rubans de satin blanc encadraient l'ovale délicat de son visage teinté de rose pâle. La chaleur avait été extrême tout le jour ; l'air, encore brûlant, était alourdi par la poussière suspendue dans l'atmosphère. De temps en temps, un souffle court et brusque palpitait

dans les feuillages du jardin voisin comme le coup d'une aile invisible aussitôt lassée. Lise Dauby tendait la tête au dehors pour aspirer ce soufflé rare. Quelquefois, un roulement de tambour attirait ses yeux vers les vastes cours de l'arsenal, où circulaient quelques soldats parmi les rangées de canons et d'affûts et les entassements de boulets. En se penchant sur la gauche, elle pouvait apercevoir un coin du jardin du conseiller Werner, d'où montait vers elle le parfum des résédas et des clématites. Tout au loin, en face, la ligne plate du rempart coupait l'horizon et lui cachait la grande plaine unie, la riche et monotone plaine de la Flandre française qu'elle aimait tant : sortir de la ville captive entre ses murailles, courir sur la pente gazonnée des glacis, cueillir les fleurettes champêtres, myosotis bleus, iris jaunes à cœur de velours, contempler les lourdes têtes brunes des roseaux plantés ou le frisson d'un saule sur le bord d'un fossé, respirer l'odeur acre du marécage, les saines senteurs de la terre labourée ; suivre le long du canal rigide, entre ses berges hautes, le glissement lourd des chaudières remorquées par le pas cadencé des matelots, c'était la vie la plus saine et la plus heureuse. Mais ce jour-là, ce jour de dimanche, il s'agissait de tout autre chose ; on allait, en famille, à la place d'Armes, entendre la musique militaire et assister au défilé du beau monde. De temps en temps, de la chambre voisine, dont la porte était ouverte, une voix agitée, impérieuse, l'appela :

— Lise !... Quelle cravate ?... Claire ou foncée ?... Et quel gilet ?... Dis-moi donc, à quoi penses-tu ? Elle répondait avec une petite moue d'indulgent moquerie. Au bout d'une minute, la même voix reprenait :

— Lise !... Prête-moi ton épinglette... le petit trèfle à quatre feuilles que t'a donné madame Werner. — Si je te la prête, tu ne voudras plus me la rendre.

— Mais si... sois donc tranquille. Tiens, puisque tu n'as rien à faire, brosse mon chapeau. Est-il assez laid, assez hérisse et roussi !... Et ce pantalon, qui me vient à la cheville !... Miséricorde ! vais-je être fagoté avec cela !

Il allait, venait, affairé, maussade, et chaque fois qu'il entrerait chez sa sœur, une forte odeur de pomme et d'eau de Cologne neutralisait pour un instant les lignes émanations de fleurs qui montaient du dehors par la lucarne ouverte. Lise se prêtait complaisamment aux fantaisies de son frère, puis reprenait, patiente, son poste d'observation sur l'escalier.

Un coup, frappé à la porte, lui fit tourner la tête, et presque aussitôt apparut une figure blême, tachée de rousseurs, sous des cheveux roux ébouriffés, avec un regard effronté, gouaillier, à la fois sorniois et taquin ; un bras s'allongea, maigre, suivi bientôt d'un corps chétif, bizarrement contourné. Le nouveau venu fit claquer ses doigts à la façon d'un écolier qui demande une permission.

— Pst ! pst ! mam'selle Lise, s'il vous plaît, permettez de passer ?... Hein ! mam'selle Lise ? Et, sans attendre la réponse, un garçon de seize à dix-sept ans, grêle, presque contrefait, entra sur la pointe des pieds, battant l'air de ses deux bras, comme pour garder un équilibre difficile ; on eût dit qu'il marchait sur du verglas. Il se dirigea vers la chambre d'Arthur avec toutes sortes de grimaces étranges, où un air de défi insolent se dissimulait mal sous une humilité hypocrite. Lise, debout sur son escabeau, n'avait pas dit un mot ni fait un mouvement ; mais sa figure se colora d'indignation quand le nouveau venu, arrêté brusquement devant le Christ suspendu près de son lit, au-dessus d'une petite vierge de plâtre et d'un rameau bénit, fléchit ironiquement le genou, se frappa la poitrine à grands coups en marmottant avec volubilité des syllabes grotesques. Puis, dans un éclat de rire, il se releva d'un bond et s'élança dans la chambre d'Arthur, où les deux garçons s'enfermèrent à clef aussitôt.

Rien de plus différent, en apparence, que ces deux jeunes gens : le contraste était absolu. Arthur, d'une taille mince, élégante, avec des traits réguliers dont



— On mande de Valparaiso au *New-York Herald* que M. Concha, ministre de la justice sous le président Balmaceda, a été tué par des soldats du gouvernement au moment où il essayait de franchir les Cordillères pour se réfugier dans la République argentine.

— D'après les journaux du 25, à Berlin, l'empereur aurait dit à l'occasion de la prestation du serment des recrues : « Vous aurez, selon les apparences, l'occasion de montrer votre vaillance et votre courage seulement en temps de paix. »

La *Gazette de Voss* rectifie de la manière suivante les paroles prononcées par l'empereur : « Vous aurez, dit-il, l'occasion de montrer votre vaillance et votre courage, mais il faut peut-être prévoir de sérieux combats à l'intérieur. »

Aucun compte-rendu authentique des paroles de l'empereur n'existe encore.

— Dans le premier conseil des ministres, à Madrid, il a été résolu que le ministre des finances achèverait le plus tôt possible le tarif général des douanes avec une seule colonne de droits d'importation calculés autant que possible sur le nouveau tarif français. Ce tarif sera appliqué aux nations qui n'auront pas de traités, tandis que les nations contentant à faire des traités de réciprocité auront chacune leurs tarifs spéciaux, mais sans clause de la nation la plus favorisée. Les Cortes ne seront convoquées que lorsque ce travail sera terminé, en janvier.

— Le correspondant du *Times* au Caire annonce que le trafic des chemins de fer présente une augmentation de cinq cent mille tonnes sur celui de l'année 1890 et que les recettes sont, pendant la même période, en augmentation de deux cent mille livres sterling.

En annonçant ces résultats, le correspondant du *Times* expose que la situation pourrait être encore améliorée; mais, dit-il, la France empêchant l'emploi des fonds provenant de la conversion de la dette, on ne peut appliquer ces derniers à la diminution des charges qui pèsent sur le pays.

— Un accident est arrivé sur la montagne du Kyllhauser en Thuringe, où l'on travaille au monument colossal qu'on va ériger en l'honneur de Guillaume I<sup>er</sup>. Un bloc de marbre est tombé d'une hauteur de 150 mètres et a tué 14 personnes.

#### Les événements du Brésil.

Il semble bien que c'est l'attitude de la marine qui a mis fin à la nouvelle dictature du maréchal da Fonseca. Devant le mécontentement évident de ce corps, qui a toujours eu plus de cohésion et de fermeté que l'armée de terre, et la menace d'une action énergique, — on parle même d'une conspiration de quelques amiraux, parmi lesquels l'amiral Wandenkolk, ancien membre du gouvernement provisoire, peu satisfait, sans doute, d'avoir été réduit, après plus d'une année de pouvoir, à n'être plus qu'un simple sénateur, et l'amiral Custodio de Mello, qui s'était depuis longtemps mis à la tête des mécontents de l'armée et de la marine, — le dictateur Deodoro, se voyant à la veille d'être bombardé dans Rio-de-Janeiro, a jugé plus prudent de se retirer. C'est sans doute le plus grand service qu'il ait jamais rendu à son pays.

Le vice-président, général Floriano Peixoto, car ces malheureuses républiques sud-américaines n'échappent à un « général » que pour tomber entre les mains d'un autre, a semblé-t-il, rétablir un régime plus humain. Les journaux suspendus par Deodoro ont recommencé à paraître.

Il ne faudrait pas cependant trop se hâter de se réjouir; l'ère des proscriptions ne serait pas close, si l'on en croit une dépêche adressée de Santiago au *Times*, et qui annonce que le comte de Figueiredo, le financier bien connu en Europe, ancien président de la Banque nationale du Brésil, rival de M. Mayrink, aurait été emprisonné à Rio-de-Janeiro. Si cette nouvelle est postérieure à la chute de Deodoro, elle serait de nature à faire croire que le règne du financier Mayrink n'est pas fini.

M. Figueiredo avait été fait comte par dom Pedro la veille du jour où l'empereur fut détrôné, il se rallia immédiatement à la république. Ses entreprises financières ne lui gagnèrent que peu de sympathies. Les financiers français, d'ailleurs, contrecarrèrent beaucoup ses projets.

La démission du maréchal da Fonseca a d'ailleurs été accueillie avec une satisfaction générale. Les commerçants de Rio sont particulièrement heureux de cette solution qui préserve le pays d'une guerre imminente. Le change de Rio est de 12 1/8 et celui de Para de 12 1/2, soit une hausse d'environ 6 0/0 sur les cours les plus bas cotés depuis le jour

où le maréchal da Fonseca a proclamé sa dictature.

\*\*\*

Voici quelques renseignements biographiques sur le général Floriano Peixoto qui, en sa qualité de vice-président de la République, a succédé au maréchal da Fonseca :

C'est un officier de l'armée qui a gagné tous ses grades sur les champs de bataille du Paraguay. Il est né dans la province d'Alagoas et doit avoir aujourd'hui quarante-neuf ans. Il est entré à l'armée comme simple soldat; il fit après de bonnes études à l'école militaire. Sous-lieutenant au début de la guerre du Paraguay, il commandait le 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie à la bataille d'Aquidaban, qui mit fin à cette campagne.

Au moment de la révolution du 15 novembre, il était major général de l'armée, poste qu'il a conservé après, tant que M. Benjamin Constant est resté au ministère de la guerre.

Quand M. Benjamin Constant eut pris le portefeuille de l'instruction publique, M. Floriano Peixoto lui succéda au portefeuille de la guerre. Il donna sa démission avec les autres membres du gouvernement provisoire pour ne pas s'associer à la scandaleuse affaire du port de Torres.

Elu sénateur par son Etat, l'Alagoas, il prit part aux travaux de la Constituante et fut nommé, à la presque unanimité des voix, vice-président de la République. De ce chef, il devint président du Sénat.

\*\*\*

Des dépêches privées annoncent le rétablissement des communications postales et télégraphiques.

A Rio-Grande, la révolution est terminée. Les chefs des insurgés ont dispersés leurs troupes et la barre du port a été ouverte au commerce. L'Etat a donné son adhésion au gouvernement du général Peixoto.

La province de Para ne s'est pas encore prononcée. Il se préparait dans cet Etat une révolution organisée par les amiraux Wandenkolk et Custodio; l'amiral Wandenkolk fut arrêté; mais au moment où l'amiral Mello se préparait à attaquer la ville avec sa flotte, le président da Fonseca donna sa démission.

Le *Times* dit que les cours brésiliens se sont améliorés à la suite de la déposition du président da Fonseca.

Le *Daily News* dit que la hausse des cours et du change démontre que la confiance renaît à Rio. M. Peixoto est le représentant de l'opinion publique, qui demande l'ordre et la modération.

#### La Chambre italienne.

Rome, 25 novembre.

La séance de la Chambre a été ouverte à 2 heures sous la présidence de M. Bianchini. Une centaine de députés y assistent. Les tribunes sont assez garnies. Le président prononce l'éloge des députés morts pendant les vacances.

M. Colombo présente le budget 1892-1893. La Chambre fixe à mardi l'exposé de la situation financière.

M. di Rudini, président du conseil, et le ministre des finances présentent un ensemble de mesures financières et le décret dit *catenaccio* pour l'application provisoire de certains droits fiscaux.

M. di Rudini déclare nécessaire que le parlement approuve ou rejette l'œuvre du gouvernement; autrement il ne resterait pas à son poste. Il demande l'urgence et le renvoi à la commission du budget.

M. Imbriani dit que le *catenaccio* est contraire à la constitution. Il demande la question préalable et rappelle que MM. Nicotera et Branca s'opposèrent à ce projet lorsqu'il fut présenté par M. Crispi.

M. Cavallotti soutient les idées de M. Imbriani, déclarant que celui-ci a parfaitement raison de demander la question préalable. Il est toutefois d'avis que M. Imbriani devrait retirer sa demande en se réservant de combattre le projet quand viendrait la discussion.

M. Imbriani insiste au milieu du bruit. Il dit que l'impôt actuel sera illégalement perçu et il laisse le pays juger si le ministre n'est pas composé de plarisiens.

Sur la demande de M. Colombo, le renvoi du projet à la commission du budget est décidé, et le tirage au sort du bureau est renvoyé à la séance de demain.

Le président a annoncé à la fin de la séance qu'il a reçu sept questions et cinquante-trois demandes d'interpellations, dont quatre sur les questions des pèlerinages et de la loi des garanties, deux sur les procès Livraghi que M. di Rudini a déclaré ne pas pouvoir accepter, le procès étant encore pendant, et une de M. Imbriani sur les rapports de l'Italie avec l'étranger et les conditions économiques de l'Italie.

Le Sénat a aussi repris ses travaux. Le président a fait connaître à l'assemblée que le comte de Turin fait désormais partie du Sénat en vertu de la constitution. (Applaudissements.)

suivi d'Arène.

— Allons donc, pareux! dit-elle gaiement.

Et, aussitôt, avec une admiration naïve :

— Oh! que tu es beau! tu as l'air d'un prince.

C'était vrai : ce mince visage efféminé, cette languissante pâleur, faisaient penser à de certains Valois; il ne manquait que la moustache en croc sur cette lèvre, à peine teintée encore d'un duvet blond. L'admiration de sa sœur le laissa insensible.

— M. Leroc est là, dit-il d'une voix basse, altérée, Lassagne l'a vu entrer.

Lise, subitement, devint inquiète :

— Le censeur!... Que vient-il faire ?

Et chagrinée, elle ajouta :

— Quelque plainte contre toi, bien sûr.

Avec un geste équivoque, il se dirigea vers l'escalier, dont il descendit quelques marches, la tête en avant, le cou tendu, écoutant. Lassagne le suivit avec lenteur, non sans renouer l'adresse de Lise ses singeries accoutumées : le menton allongé, avalant ses joues blêmes pour se donner un air ascétique, il portait à deux mains, avec solennité, son chapeau mou, comme un ostensorio, ainsi qu'il l'avait vu faire aux processions, et, les yeux baissés, bégayait l'assistance.

Cette comédie était perdue pour Lise, attentive seulement au trouble visible de son frère. Appuyée à ses côtés, contre le pilier de l'escalier, elle prêtait l'oreille à tous les bruits d'en bas. De l'étrange spirale montait, malgré la chaleur du jour, une froide et fade haleine; et, dans la cour, une goutte d'eau lente qui tombait, de seconde en seconde, du robinet de la pompe, marquant vaguement, comme d'une larme, la fuite de l'heure. Des paroles indistinctes s'élevaient; bientôt ce fut un bruit de pas, de chaises remuées, puis quelque chose d'étouffé, de plaintif, gémissement ou sanglot; la porte extérieure s'ouvrit et se referma avec un ébranlement sourd de toute la maison. Alors une voix impérieuse appela Arthur, une voix rauque, étranglée, qui fit passer un froid dans les veines. Arthur, instinctivement, avait fait le mouvement de fuir; mais un second appel, plus rude, le tira de force

en avant; il obéit, descendit lestement, raidi, automatique, comme une bête peureuse. On entendait distinctement des sanglots; c'était la mère qui pleurait. Une exclamation de colère accueillait Arthur, la porte se referma sur lui, et c'est alors un bruit sourd où se mêlent des menaces, des paroles confuses, éplorées, violentes, et je ne sais quelle trépidation continue, effrayante. Lise, toute pâle, restait suspendue, en quel que sorte, au pilier où sa main s'était attachée. Lassagne avait disparu.

Toujours des mots de colère, en bas, des supplications, puis, le fracas d'un meuble brusquement poussé, d'une chaise qui tombe, d'une porte qui s'ouvre; maintenant, c'est une fuite éperdue, hâletante.

— Arthur!... Mon pauvre Arthur!

Il la repousse d'un geste farouche et passe, les cheveux en désordre, les joues marbrées, la cravate dénouée, son col arraché. Il se retourne un instant, pâle de peur et de rage, montre le poing avec une imprécation et disparaît. Lise, terrifiée, l'entend verrouiller sa porte et descend lentement, toute tremblante.

Son père était seul. Par la porte vitrée, entre-bâillée, on entendait, au fond de la cuisine, la mère gémir. Dans son grand fauteuil de cuir, à sa place habituelle, M. Dauny assis, le coude sur le bureau, tenait son front appuyé sur sa main; à terre, un livre gisait foulé aux pieds, avec des lambeaux de feuillet arrachés, épars, et tout à côté une canne brisée... Lise, le cœur gros de larmes, s'assit sans bruit sur sa petite chaise près de la fenêtre.

Dans la rue, chaude encore des splendeurs d'un beau jour d'été, passaient rieurs, endimanchés, des groupes d'amis, des familles paisibles, des visages contents, enfants, jeunes gens, jeunes filles parées qui jasiaient et folâtraient, tandis que derrière la fenêtre close et le rideau baissé, comme d'une prison, elle regardait passer la joie des autres. Au loin s'élevaient les derniers accords de la musique militaire, et la sonnerie de la retraite circulait à travers la ville, tantôt plus rapprochée, tantôt plus lointaine.

#### La marine russe.

On mande de Saint-Petersbourg, 23 novembre :

« Les chantiers de Péttersbourg viennent de lancer le grand cuirassé *Hongo-Uda* et vont prochainement mettre à flot un autre géant des mers, jaugeant 8900 tonnes, filant 16 nœuds et armé de 10 canons à tir rapide. Enfin on travaille activement à la construction de deux autres cuirassés à six tourelles. N'oublions pas deux garde-côtes cuirassés, l'*Otkajny* et le *Grémistechy*, jaugeant chacun 1300 tonnes, qu'on achève à l'usine Baltique; deux autres cuirassés de second rang, jaugeant environ 4000 tonnes chacun, qui viennent d'être commandés à la même usine; une corvette en acier, à voiles, destinée à l'école de la marine; cinq ou six torpilleurs presque terminés, et enfin le magnifique *Rourik*, le plus grand croiseur qu'il y ait au monde, et qui va bientôt sortir de l'usine Baltique. »

« L'activité n'est pas moins grande dans nos ports de la mer Noire, où l'on vient de renouveler l'artillerie du cuirassé le *Donce-Andrés*, jaugeant 8300 tonnes. On construit, à Sébastopol, le cuirassé le *Saint-Georges-le-Victorieux*, grand vaisseau de premier rang, et, à Nicolaïev, un autre cuirassé qui les dépassera tous et qui jagera 12,500 tonnes. »

« Le but avoué du ministère de la marine n'est plus, comme il y a cinq ou six ans, de se borner à protéger nos côtes contre toute insulte, mais bien, en cas de guerre, de porter l'offensive sur les côtes de l'ennemi, soit dans la Méditerranée, soit dans la Baltique. »

#### Les massacres en Chine.

Une dépêche de Pékin confirme la nouvelle des troubles qui viennent d'éclater dans la Mongolie orientale. Une rébellion fomentée à l'inspiration des sociétés secrètes a éclaté dans deux sous-préfectures de l'arrondissement de Gê-Hol, où se trouve le vicariat de Mgr Rutjes, appartenant aux missions belges. Les rebelles ont massacré un prêtre et plusieurs chrétiens; une église a été brûlée. Les autorités locales, qui avaient été prises au dépourvu, ayant demandé des troupes, le Tsong-li-Yamen a rendu deux décrets enjoignant à Li-Hung-Tschang, vice-roi du Pé-Tchili, et au maréchal commandant à Moukden d'envoyer sur les lieux de l'émeute toutes les forces disponibles.

Le *New-York Herald* publie une dépêche de Shanghai disant que le nombre des victimes dans le pillage des missions belges de Tounkou et Sanchi s'élève à une centaine; des troupes ont été envoyées.

Le *Standard* dit que le gouvernement a ordonné l'exécution immédiate de tous les individus coupables d'avoir imprimé ou publié des placards contre les étrangers.

#### INFORMATIONS DIVERSES

— On raconte que le prince de Bismarck avait, il y a quelque temps, demandé à son admirateur Max Beyer une collection d'épithètes pour y choisir celle qui, un jour, devrait être inscrite sur son tombeau. M. Beyer s'empressa de déférer à ce désir. Mais il paraît que l'ex-chancelier a changé d'avis. Il vient de renvoyer la collection avec ce petit mot : « J'ai lu la collection d'épithètes avec plaisir et avec la satisfaction de ne pas encore avoir besoin d'aucune d'elles. »

— Les détails reçus du Japon confirment les dépêches sur le tremblement de terre. Le désastre a atteint les proportions les plus grandes.

Dans les seules préfectures d'Achy et de Gifu, il y a eu 4,000 personnes tuées et autant de blessées. 49,000 maisons ont été détruites et 900,000 personnes sont sans abri.

Le tremblement de terre, qui avait commencé le 28 octobre, n'a fini que le 5 novembre. Un n'a pas perdu moins de 6,600 secousses.

Il faut remonter à 1883 pour retrouver une catastrophe semblable.

— Un violent ouragan, accompagné de pluie, s'est déchaîné sur la province de Cordoue.

Les travaux agricoles sont suspendus.

Un éboulement s'est produit sur la ligne de Cordoue à Séville.

La voie est interceptée sur une étendue de 83 mètres.

— A la suite d'un débordement du torrent de Librone, près de Pise, la circulation sur la voie ferrée de Pise à Rome est interrompue. Il est probable que cette interruption durera deux jours.

— Le roi de Suède vient de conférer à madame Sigrid Arnoldsou l'ordre *Litteris et artibus*, une des plus rares distinctions en Suède. Actuellement il n'y a que deux autres chanteuses qui ont reçu cette distinction.

— Le juge de New-York vient de condamner un vieux et riche négociant à 8000 dollars de dommages-intérêts envers une veuve de soixante-dix ans, à laquelle il avait promis le mariage et qu'il avait ensuite délaissée.

Si la belle avait eu vingt ans, toute la fortune du Lovelace y passait!

ne... Peu à peu, les promeneurs devinrent rares; l'ombre envahit la salle basse. Les soupirs s'élevaient lassés dans la pièce voisine, et le silence régnait. M. Dauny n'avait pas bougé; affaissé, le front courbé, il semblait figé dans une sombre méditation.

Lise à peine osait le regarder à la dérobée et ne respirait qu'avec gêne, de peur d'éveiller son attention. De tout temps, elle avait craint son père et ressentait en sa présence une timidité insurmontable. Sa grande tante voûtée, son teint bilieux, de sévères yeux gris enfoncés sous des sourcils en broussaille, un visage maladif et morose, où le sourire n'apparaissait que par surprise et à regret; une voix sèche, mordante, tout cet aspect triste et dur, et surtout la violence irritée de son caractère avaient terrifié son enfance. Elle s'était vite aperçue, pourtant, qu'elle était préférée à son frère, qu'elle trouvait grâce tous jours quand Arthur était traité durement et parfois avec une rigueur extrême. Loin de lui plaire, cette partialité de son père la révoltait comme une injustice, et elle prenait en toute circonstance, autant que le respect le permettait, la défense de son frère.

Quelle que fut cependant la sévérité habituelle de M. Dauny, jamais le châtiment ne lui avait paru, comme ce soir de juillet, oppressif et brutal; la brisée éparait sur le sol, les tronçons de la canne brisée disaient assez quel traitement avait subi Arthur; elle en avait le cœur ulcéré.

La nuit cependant était venue; dans l'obscurité noire de la salle M. Dauny n'avait pas fait un mouvement ni poussé un soupir.

Cette immobilité, ce silence, à la fin firent peur à sa fille; d'une voix basse, elle murmura :

— Père, es-tu malade ?

Il souleva sa tête lourde et lui fit signe d'approcher. Elle devina plus qu'elle ne vit ce signe dans l'obscurité éclairée seulement par la faible réverbération du gaz de la rue à travers la blancheur des rideaux. Elle s'avança vers lui, se baissa pour l'en-

#### Tout à la russe.

Les auteurs dramatiques eux-mêmes éprouvent le besoin de faire un brin de cour à la Russie. On reprit samedi au théâtre du Châtelet la pièce d'Adolphe d'Ennery, *Michel Stragoff*. Par un habile tour de force, l'auteur a remanié la scène de façon à faire au public un tableau représentant la réception de l'escadron français à Cronstadt. L'ingénieur dramaturge a aussi trouvé le moyen de mettre dans la bouche des acteurs des toasts prononcés à Cronstadt il y a deux mois.

Au moment du dénouement, le grand-duc — car il y a un grand-duc dans *Stragoff* — dit au reporter français Jollivet, en s'inspirant du toast prononcé par un général russe au banquet offert à l'amiral Gervais : « Votre main, monsieur; bientôt, peut-être, l'auguste chef de notre maison impériale proclamera hautement sa profonde sympathie pour la France. Nos deux grandes nations seront alors fraternellement unies, vos ennemis seront les nôtres, et lorsque, chez vous, on criera : « Aux armes, citoyens ! » ce belliqueux appel arrivera jusqu'à nous; il retiendra dans nos cœurs, et de la Vistule au Kamichaka, des bataillons se formeront au cri de : « Vive la France ! »

Et Jollivet répliqua :

— Et la France entière répondra : « Vive la Russie ! Vive le tsar ! »

Alors sur ces paroles, au sens en quelque sorte prophétique, une toile métallique transparente s'éclaircit avant de disparaître, et l'on voit en perspective l'immense rade de Cronstadt, avec les navires de la flotte sur lesquels des masses chorales et des fanfares font aller l'*Hymne russe* et la *Marseillaise*.

#### L'influenza.

Déjà, l'épidémie de grippe se fait sentir. De divers côtés on signale une recrudescence de la maladie.

L'épidémie sévit en Angleterre, en Allemagne et en Russie.

Elle a fait des progrès notables en Angleterre et en Ecosse. Dans quelques maisons, tous les habitants sont frappés, dans toutes les administrations, dans les magasins, un grand nombre d'employés sont hors de service, et beaucoup de réunions publiques et de cours ont dû être ajournés, faute d'orateurs. Presque tous les passagers et l'équipage d'un navire qui vient d'arriver d'Australie ont été malades durant la traversée, et à un moment il y avait quatre-vingt-trois personnes atteintes simultanément. Plus de cent enfants ont été atteints d'influenza à l'école industrielle catholique de Darford. Plusieurs sont déjà morts.

En Allemagne, surtout à Berlin, l'influenza s'attaque principalement aux hommes de vingt à quarante ans. Dans beaucoup de cas, elle est compliquée de pneumonie.

A Dusseldorf, l'épidémie fait encore plus de ravages qu'à Berlin. On écrit à la *Germania* qu'il n'y a presque pas une maison de cette ville où il n'y ait des personnes atteintes de cette maladie.

Enfin en Russie les cas d'influenza à Saint-Petersbourg se sont multipliés dans d'alarmantes proportions. Les hôpitaux de la ville sont pleins de malades souffrant de l'influenza.

Il y a deux ans, à sa première apparition, la maladie faisait presque exclusivement ses victimes dans les rangs des pauvres; cette année, elle exerce surtout ses ravages dans les rangs élevés de la société.

Des dépêches de Crimée rapportent qu'en ce moment à Livadia de nombreux cas de grippe se sont produits dans l'entourage de l'empereur.

#### CONFÉDÉRATION SUISSE

**Chemins de fer.** — Un comité d'initiative, dont le siège est à Aarwangen, vient d'adresser au Conseil fédéral une demande de concession pour un chemin de fer à voie normale de Langenthal à Oesingen par Aarwangen. Cette ligne serait poussée plus tard jusqu'à Balsthal.

**Rachat du Central.** — M. Biemann, avocat, a fait dimanche à Bulle une conférence sur le rachat du Central. Deux cents citoyens environ y assistaient et se sont prononcés à l'unanimité pour le rachat.

Deux assemblées sont convoquées pour dimanche prochain dans le même but, l'une à Delémont, l'autre à Courtenay. M. Stockmar parlera dans la première et M. Gobal dans la seconde.

**Traité de commerce.** — D'après le *Genevois*, MM. Hammer, Cramer-Frey et Huber, secrétaire du département du commerce, devaient se rendre ce matin à Vienne, pour la reprise des négociations du traité de commerce. Le même journal dit qu'on espère, au Palais fédéral, qu'à la fin de la semaine, toutes les difficultés seront levées.

**Anarchistes.** — D'après une dépêche adressée à différents journaux de la Suisse allemande, le tribunal criminel de Genève se serait occupé hier d'un procès intenté à l'anarchiste Ardaire pour vol. La délibération ayant fourni la preuve que ce vol avait été commis sur territoire français, le tribunal s'est déclaré incompétent et a ordonné la mise en liberté du prévenu.

brasser et s'aperçut que son visage était baigné de larmes. Comme il fallait qu'il fût malheureux pour pleurer, cet homme sévère et fort! Quelle secrète, cuisante blessure saignait ainsi dans l'ombre? Quelle déception, quel désespoir? Elle n'osait l'interroger, mais sans qu'il parlât, il était justifié. Assise sur ses genoux, la tête sur son épaule, doucement elle le baisait, et cette lente, constante caresse, apaisait le malheureux père. Ils restèrent longtemps en cette étreinte; pour la première fois peut-être une entente se faisait entre leurs âmes.

Ce fut seulement le soir que Lise apprit par sa mère qu'Arthur était chassé du lycée, ainsi que son ami Lassagne et deux autres élèves internes. Le crime des coupables, elle ne put le démêler clairement à travers les larmes et les récriminations de madame Dauny; il lui parut qu'il s'agissait de livres défendus introduits en fraude et de correspondances illicites. Le fait certain, accablant, c'est que son frère, qui était boursier et instruit gratuitement au lycée, allait être expulsé et privé désormais de tout moyen de continuer ses études.

M. Dauny, au premier moment de sa colère, avait décidé que son fils serait mis en apprentissage, ou embarqué à son choix sur un vaisseau de l'Etat. Les larmes de Lise et de sa mère, la secrète révolte de son propre cœur, le fléchirent cependant. Arthur, atterré à la seule idée de manier l'outil ou de grimper dans les haubans, multiplia les signes de repentir et de soumission et s'engagea solennellement à cesser toute relation avec Arsène Lassagne, dont on accusait la pernicieuse influence. Celui-ci avait, du reste, quitté la ville, son père, à prix d'argent, ayant réussi à le faire admettre dans un pensionnat de Lille. M. Dauny n'avait pas le moyen de faire les mêmes sacrifices. Il fut décidé qu'Arthur entrerait comme petit clerc, sainte-russe, chez un avoué de modeste renom, et le riche voisin des Dauny, le conseiller Archibald Werner, s'offrit obligeamment à le préparer au baccalauréat.

Peu à peu, la vie reprit son train accoutumé. Cha-

En revanche, les tribunaux genevois viennent de condamner à une forte indemnité l'imprimeur de la *Groce di Savoia*, le journal de l'anarchiste Schiechi, expulsé de la Confédération. Le procès avait été intenté par un étranger, domicilié à Genève, gravement insulté par cette feuille.

Une dépêche de Milan dit que le prince Kropotkine, l'anarchiste bien connu, a été arrêté dans cette ville par ordre des autorités italiennes.

#### Enseignements à méditer.

On nous écrit de Fribourg :

Sous ce titre, *La Liberté* publiait il n'y a pas longtemps un certain nombre de passages de la lettre encyclique de SS. Léon XIII sur la condition des ouvriers, lettre dont tout homme quelque peu clairvoyant aura pu admirer la sagesse et l'a-propos.

L'organe officiel du gouvernement de Fribourg nous saura sans doute gré d'imiter son exemple et nous nous permettrons, à notre tour, d'offrir à ses méditations les deux extraits qui suivent.

Nous lisons d'abord à la page 14 :

« C'est pourquoi quel qu'un a-t-il le talent de la parole, qu'il prenne garde de se taire; une surabondance de biens, qu'il ne laisse pas la misère; corde s'englober au fond de son cœur; l'art de gouverner, qu'il s'applique avec soin à en partager avec son frère et l'exercice et les fruits. »

Et plus loin, à la page 33 :

« La religion ainsi constituée comme fondement de toutes les lois sociales, n'est pas difficile de délimiter les relations mutuelles à établir entre les membres pour obtenir la paix et la prospérité de la société. Les diverses fonctions doivent être réparties de la manière la plus profitable aux intérêts communs et de telle sorte que l'inégalité ne mise point à la concorde. »

Si ce n'est pas là une consécration éclatante du principe de la représentation proportionnelle et d'une équitable répartition des fonctions publiques, nous avouons humblement ne plus rien comprendre au langage des hommes.

Nous verrons bientôt si la majorité conservatrice qui ne laisse échapper aucune occasion de protester de son respect pour les enseignements de l'Eglise, saura, le 6 décembre prochain, s'inspirer de ces sages conseils.

#### NOUVELLES DES CANTONS

**BERNE.** — L'inauguration du nouveau temple protestant de Porrentruy a donné lieu à une fort jolie fête à laquelle les paroissiens ont pris part en grand nombre.

M. Reber, architecte, a remis les clefs du temple à M. Zobrist, président du conseil. Puis, quand chacun eut pris place dans l'enceinte, trop petite pour la circonstance, le pasteur fit une éloquentة prière et une magnifique cantate, due à M. Neuschwander, a été exécutée par la Chorale et le *Männerchor*.

M. Zobrist a présenté un rapport sur la construction du temple et M. Kiener, pasteur, a prononcé le sermon de consécration. Ont pris ensuite la parole : MM. Ochsenbein, secrétaire du conseil synodal bernois; Egli, président du gouvernement; Girardet, délégué du consistoire réformé de Monthélier, et Dubois, professeur, à Neuchâtel.



l'initiative d'une constitution d'une société anonyme privée, au capital de 500,000 francs au moins, ayant pour but de faire de prêts hypothécaires dans le canton et de recevoir et d'administrer les fonds d'une caisse d'épargne et de dépôts.

Art. 2. — La constitution d'une société anonyme ne pourra dépasser 500,000 fr.

Art. 3. — Cette société jouira de l'exemption de l'impôt cantonal et communal pendant vingt ans, tant pour le capital-actions que pour les fonds déposés.

Les dispositions législatives concernant l'impôt industriel, le timbre et l'enregistrement restent réservées.

Art. 4. — Les statuts de la société et toutes les modifications qui pourraient y être apportées seront soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Les statuts devront prévoir que l'intérêt des prêts hypothécaires ne pourra dépasser le 5 %, commissions comprises.

Art. 5. — La société mise au bénéfice des dispositions qui précèdent sera chargée de gérer la caisse des dépôts et consignations prévue par la loi fédérale du 11 avril 1829 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

**NEUCHÂTEL.** — Le Conseil d'Etat neuchâtelois, auquel incombe, en vertu des lois fédérale et cantonale, la surveillance des offices de poursuite du canton, a composé le bureau spécial prévu à cet effet de M. F. H. Menha, docteur en droit et professeur, en qualité de président, et de MM. Alph. DuPasquier et F. A. Monnier, avocats et députés, en qualité de membres. Il a nommé suppléants MM. Emile Lambert, avocat et député, et Jules Wavre, avocat.

**NEUCHÂTEL.** — On lit dans l'*Impartial*, de la Chaux-de-Fonds :

« La puissance de la chute du Doubs fait refluer à une grande hauteur (peut-être plus de cent mètres) une énorme quantité de gouttelettes qui retombent en pluie fine sur le paysage environnant.

Or, dimanche, lorsque le soir est arrivé, ces gouttelettes se sont agglomérées et vaporisées, de manière à former peu à peu un gros et véritable nuage s'élevant depuis le lit de la rivière jusqu'au sommet de la montagne et s'étendant en flocons dans la vallée, direction de Moron. Ce nuage unique, dans un ciel parfaitement pur, éclairé par les derniers rayons d'un soleil couchant, était un spectacle réellement curieux. »

**GENÈVE.** — La prestation de serment des membres du nouveau Conseil d'Etat aura lieu devant le Grand Conseil le lundi 30 novembre, à 2 heures, dans le temple de St-Pierre.

Voici l'ordre du jour de la cérémonie : Discours d'installation du président du Grand Conseil, M. Ruffy; prestation de serment des nouveaux conseillers d'Etat; discours du président du Conseil d'Etat, M. G. Ador.

**TESSIN.** — Nous avons dit que le Grand Conseil a adopté un projet de loi sur l'élection du Grand Conseil et de la Constituante suivant le système proportionnel avec panachage.

Le Conseil d'Etat propose que la votation ait lieu dans dix cercles. Le district de Lugano en fournirait quatre; les autres seraient : Leventina, Blenio, Bellinzona avec la Riviera, Locarno, Vallemaggia, Mendrisio. La Constituante compterait 95 députés.

Le Grand Conseil a décidé de s'ajourner au second lundi de janvier.

## CANTON DE VAUD

**VEVEY.** — Dans la séance d'hier du conseil communal, la municipalité a donné lecture du projet de budget pour 1892. Celui de la ville solde par un déficit de 1682 fr., et celui de l'Hôpital par un déficit de 1335 fr.

**MONTEUX.** — La quatrième liste de dons pour la transformation de la place de la Rouvenaz s'élève à 12,740 fr.

**VALLOMBE.** — Les électeurs du cercle de Vallorbe sont convoqués pour le dimanche 13 décembre, à l'effet de nommer un député au Grand Conseil en remplacement de M. Jules Glandon, démissionnaire.

**LA VALLÉE.** — Les autorités vaudoises avaient demandé au canton de Genève, en date du 19 novembre, l'extradition des nommés Joseph Tomasi et François Bonnesseigne, le premier Italien, le second Autrichien, poursuivis par le juge de paix du cercle du Chenit pour escroquerie. Ces deux individus, seigneurs de long de leur métier, ont été arrêtés avant-hier à Genève. Ils nient les faits qui leur sont reprochés et s'opposent absolument à leur extradition aux autorités vaudoises.

## LAUSANNE

**Jeunes commerçants.** — Au 30 juin dernier, la société des Jeunes commerçants de Lausanne comptait 380 membres de toutes catégories : 49 honoraires, 38 libres, 92 passifs, 155 actifs, 28 correspondants.

Nous extrayons de son intéressant rapport annuel, le dix-huitième, les renseignements suivants :

La discipline des nombreux cours donnés pendant l'hiver est satisfaisante; par contre le travail laisse quelque peu à désirer. Les absences sont très nombreuses. Il y sera remédié par une application stricte et rigoureuse du règlement.

Par les soins de la société, il a été donné à l'Hôtel-de-Ville quatre conférences publiques. Cette entreprise sera continuée.

La bibliothèque contient 1264 volumes. La salle est en outre abondamment pourvue de journaux politiques, scientifiques et illustrés, la plupart envoyés à titre gratuit.

Le journal de la société, le *Commerçant*, a passé sa première année d'existence; l'essai n'est pas encore concluant.

La caisse de secours continue à rendre des services appréciés. Elle soldait au 30 juin 1891 par un boni de 83 fr.

Dans un autre ordre d'idées, la section de chant et la section artistique contribuent pour leur part au développement de la société. Pendant l'hiver dernier, les deux sections ont eu deux fois l'occasion de se produire en public. Les Jeunes commerçants ont également une section de gymnastique, très vivante.

Les comptes ont bouclé avec un déficit de 156 fr. Ce déficit est dû à la création du journal et à l'augmentation du loyer, dépenses qui n'ont pas été compensées par des recettes. Cette situation n'a d'ailleurs absolument rien d'alarmant.

**Athènes.** — La municipalité a adjugé à M. Wyssbrod, entrepreneur, la démolition de l'Athénée. M. Wyssbrod paiera à la commune 2250 francs, mais deviendra propriétaire de tous les matériaux.

La démolition commencera très prochainement. Elle doit être achevée pour le 31 décembre.

**Concerts.** — Demain, vendredi, à 8 heures du soir, l'Union chorale donnera, dans le temple de Saint-François, un grand concert avec le concours de Mme Schulz, de M. Romieux et de l'Orchestre de la Ville et de Beau-Rivage, sous la direction de M. Ch. Troyon.

Le programme promet aux auditeurs de grandes joissances : orchestre, solistes et chanteurs se surpasseront, nous en sommes certains.

Le principal attrait de ce concert sera l'exécution de la belle cantate, *Helvétie*, de Plumbhof, pour chœur d'hommes, soli et orchestre, sur les paroles bien connues de Juste Olivier :

Il est, amis, une terre sacrée...

Tout le monde connaît ces belles paroles de Juste Olivier, mais tout le monde n'a pas entendu la musique de M. Henri Plumbhof : qu'on aille donc l'entendre vendredi soir !

L'Union chorale exécutera encore *a capella* les deux chœurs qui lui ont valu la première couronne à Yverdon, en première division : *Venise*, de M. H. Plumbhof aussi, et le *Tombeau du poète*, de Rheinberger. « Effet général superbe que rien n'est venu amoindrir », dit le rapport du jury d'Yverdon, et plus loin : « prononciation extrêmement correcte et distincte au point que pas une syllabe n'est restée incomprise. »

Sans doute, la vaillante société exécutera son programme de telle sorte que le public lausannois confirmera le verdict du jury d'Yverdon.

**Rectification.** — Une abominable faute d'impression s'est glissée hier dans notre chronique neuchâteloise. On a parlé des *Chansons militaires* de Juste Olivier. Tous nos lecteurs auront immédiatement compris qu'il s'agissait des *Chansons lointaines*. Nos plus humbles excuses à notre correspondant de Neuchâtel, qui a dû bondir en lisant sa Gazette.

## CHRONIQUE JUDICIAIRE

### Un procès de presse.

Tribunal criminel du Pays-d'Enhaut.

Nous avons annoncé la libération du *Journal de Châteauneuf*, traduit devant le tribunal criminel du Pays-d'Enhaut sous prévention de diffamation et d'injures par la voie de la presse.

Voici dans quelles conditions se présentent cette affaire qui a vivement intéressé la population du district :

Dans son numéro du 1<sup>er</sup> août, jour de la fête nationale, l'organe radical du Pays-d'Enhaut, le *Progrès*, publiait un article des plus violents contre le parti libéral et ses représentants dans la contrée, les traitant de fanatiques et d'esclaves « spéculant sur la perspective de la ruine ou de la misère de leurs adversaires », les accusant aussi de n'avoir aucun plaisir à fêter la patrie.

Dans son numéro du 8 août, le *Journal de Châteauneuf* releva verbalement cet article indigne et appliqua à l'auteur inconnu de cette diatribe des expressions analogues à celles dont il s'était servi. De là, plainte d'un sieur Lenoir qui avait cru se reconnaître dans le portrait tracé par le *Journal*.

A la même époque, un plaideur malheureux avait adressé au *Journal*, qui l'inséra, une lettre dans laquelle il mettait le public en garde contre sa partie adverse qu'il traitait « de petit homme à mine fautive ». Plainte de M. Cottier, assesseur, contre le signataire, M. Schwitzgubel, qui fut traduit ainsi devant le tribunal criminel en même temps que son genre,

M. Raynaud, écrivain matériel de la lettre, et M. le Dr Favrod-Goune, éditeur responsable du *Journal*.

La cause est venue à l'audience du lundi 23 novembre.

La cour criminelle se composait de MM. Morier, vice-président, Pilet, juge, et Gétaz, juge *ad hoc*, élu suite de plusieurs récusations spontanées.

Le jury, entièrement composé de citoyens étrangers au Pays-d'Enhaut, était présidé par M. David Doret, à Corsier.

Les plaignants, qui se portaient parties civiles, sont assistés de M. l'avocat Gandard; le ministère public est représenté par M. Paccard, substitut du procureur-général; les accusés avaient confié leur défense à M. l'avocat Favre, à Lausanne.

Les débats eux-mêmes n'ont pas présenté un intérêt bien palpitant. Nous notons cependant l'insistance de la partie civile pour faire déclarer à M. Favrod-Goune qu'il était l'auteur de l'article-reponse au *Progrès*. L'accusé rappelle qu'il est traduit devant le tribunal comme éditeur; qu'il accepte la responsabilité de l'article, mais refuse de donner aucune indication sur l'auteur.

Quelques amis du plaignant Lenoir viennent déclarer qu'ils l'ont immédiatement reconnu; ils sont plus embarrassés quand on leur demande à quels traits spéciaux ils l'ont reconnu; pour la plupart, l'expression « écrivain à gages » paraît le signe distinctif, parce que le plaignant fait un peu le métier d'écrivain public.

Quant à l'assesseur Cottier, il donne la note gaie du procès en jetant un coup-d'œil circulaire dans le prétoire et en déclarant qu'il n'y voit pas de citoyens ayant une physionomie plus affable que lui-même.

L'avocat de la partie civile, M. Gaudard, cherche à montrer, dans un long plaidoyer, que le *Journal* déverse l'injure sur ses adversaires politiques. M. Gaudard se permet, à son tour, des personnalités plus ou moins spirituelles et que l'assistance trouve généralement d'assez mauvais goût. Il réclame à grands cris un verdict affirmatif qui permettra à ses clients de se faire payer, écus sonnants, l'atteinte portée à leur honneur.

Le ministère public, dans un langage beaucoup plus mesuré dans la forme, se borne à étudier le caractère juridique des articles incriminés; il cherche à établir leur côté injurieux et diffamatoire en montrant que les plaignants ont été clairement désignés; il termine en déclarant qu'une condamnation sera un garde-à-vous pour la presse locale qui, d'un côté comme de l'autre, est trop violente, qu'une condamnation engagera les écrivains à se montrer moins acerbes dans leur polémique.

La plaidoirie de M. Favre en faveur des accusés remplace la question sur un terrain plus élevé.

S'inspirant de la parole de Voltaire : « On doit des égards aux morts, on ne doit aux vivants que la vérité », le défenseur montre que la mission de la presse est de démasquer les abus et de flageller les iniquités, que les législations nouvelles permettent la preuve des faits qui ont donné lieu à l'injure et qu'il ne faut accorder aux hommes que la considération qu'ils possèdent réellement. Reprenant des paroles prononcées par M. Gaudard à certaine audience du tribunal d'Aigle, où cet avocat plaideait contre le *Messager des Alpes*, il établit que l'on poursuit des longtempes le but de faire taire certains journaux qui ont leur franc parler et leur preuve d'indépendance. Passant en revue une série d'articles du *Progrès*, il établit leur mauvaise foi, et arrive enfin à l'article du 1<sup>er</sup> août, le plus injurieux, puisqu'il attaque le patriotisme même des rédacteurs du *Journal* et de leurs amis politiques. Chose curieuse, dit-il, à deux reprises le *Journal* a été traduit devant les tribunaux, alors que certains plaignants allaient, au sortir de l'audience, être convaincus de délits graves, de détournements de fonds.

On a voulu répondre à un article du *Progrès*, sans s'inquiéter de savoir qui en était l'auteur; tant pis pour ceux qui ont cru se reconnaître dans le portrait tracé; la fureur même que ce tableau a causée est une preuve qu'il est exact. Si les dispositions de la loi sur la provocation et la légitime défense ne sont pas applicables en matière de presse, il n'en reste pas moins vrai que la légitime défense est de droit naturel; c'est un acte de légitime défense de répondre par la plume quand on a été attaqué injustement de cette manière; il ne saurait y avoir là un délit.

Quant à l'affaire Cottier, le défenseur exhibe, à l'établissement des assistants, une lettre d'un fonctionnaire judiciaire sur papier officiel et dans laquelle ce magistrat déclare en propres termes que le plaignant n'a pas été véritablement au procès civil. La déclaration du président du tribunal couvre les accusés.

Dans sa péroraison, le défenseur espère aussi qu'un apaisement se produira dans les esprits, mais cet apaisement on ne l'obtiendra que par un acquittement; les jurés de Stabio ont rendu un immense service à la Suisse en acquittant tous les accusés; un acquittement aujourd'hui sera non seulement un acte de justice, mais aussi un acte de haute et saine politique.

Le jury entre en délibération et après vingt minutes rapporte un verdict négatif à l'unanimité sur toutes les questions de culpabilité.

On voit bien quelques mines longues dans l'assistance, mais le sentiment général est parfaitement d'accord avec le verdict. Malgré les objurgations de la partie civile, les accusés sortent tête haute de la salle du tribunal.

Le moment n'est pas encore venu où on « fera tai-

re » ceux qui se défendent contre d'injustes attaques. Il faut que M. l'avocat Gaudard en prenne son parti.

## CHRONIQUE AGRICOLE

### La destruction des limaces.

On écrit de Grignon à la *Feuille d'avis de Vevey* :

Je crois rendre service à vos lecteurs, spécialement à vos abonnés ruraux, en vous communiquant un moyen très simple et peu coûteux pour se débarrasser vite et sûrement de ces ennemis si dangereux pour les jardins, qui ne sont autres que les simples escargots et limaces; tout le monde connaît les ravages que causent ces hôtes gourmands et nombreux.

Hâtons-nous de dire que ce moyen n'est pas précisément nouveau, car on le trouve dans les premières éditions du *Bon Jardinier*, mais il n'en est pas moins bon, car voici bien des années qu'on l'emploie avec succès à l'Ecole nationale d'horticulture de Versailles.

Il consiste à répandre de place en place, et principalement autour des plantes recherchées par les mollusques, du gros son que l'on dispose en petits tas; il faut croire qu'ils le préfèrent, momentanément du moins, au réséda, aux salades et légumes dont cependant ils sont si friands, car peu de temps après on voit arriver à la file escargots et limaces, qui se dirigent vers le son sur lequel ils s'installent, et qu'ils n'abandonnent que lorsqu'ils sentent le soleil et la chaleur les incommoder. Une fois qu'ils sont tous réunis, on peut facilement les faire périr en répandant sur eux de la chaux en poudre.

Mais voici le procédé de M. Legros qui nous paraît être meilleur. Vers six ou sept heures du soir, au printemps ou en été, nous donnons, si la terre est sèche, un bon arrosage, et immédiatement après, nous plaçons les petits tas comme il vient d'être dit, puis vers neuf heures, à la nuit enfin, nous nous dirigeons, munis d'une lanterne, vers nos invités que nous trouvons tous abattus nombreux, bien en train de se régaler.

C'est le moment de les prendre et d'en remplir des pots à fleurs; nous fermons les pots, et le lendemain, à l'aube, nous retournons visiter les nouveaux venus que nous récoltons pour les distribuer, avec les autres, aux poules, dindons, canards, pigeons et autres volatiles, qui en feront un excellent déjeuner.

Nous recommandons tout particulièrement ce procédé qui est employé par les maraichers des environs de Paris, comme étant le meilleur mode de destruction de nos voraces et silencieux ennemis. J. C.

## DÉPÊCHES

**Bellinzona, 26 novembre.** — Le gouvernement a chargé le département de l'intérieur à inviter la société suisse de statistique à se réunir en 1892, mai ou juin, à Lugano.

**Rio-de-Janeiro, 26 novembre.** — Le général Peixoto a publié un manifeste déclarant la légalité rétablie, la dissolution du congrès annulée, l'état de siège levé et le congrès convoqué pour le 8 décembre.

**Berlin, 26 novembre.** — M. de Giers est parti hier soir à 11 heures par le train de Königsberg.

**Berlin, 26 novembre.** — M. de Bismarck, recevant une délégation d'électeurs du Brunswick, s'est exprimé en ces termes :

« Je suis vieux et, comme disent les forestiers, la sève ne monte plus. Je n'ai plus la vigueur corporelle qu'il faudrait pour prendre part aux affaires publiques. Je suis devenu casanier et l'esclavage de mes habitudes; une nuit de chemin de fer m'épuise tandis qu'autrefois j'en supportais sans peine deux ou trois; je dors mal hors de chez moi; bref, ma vigueur corporelle est en baisse. A la campagne, je vais encore mon petit train, mais je recule devant la fatigue physique que me causerait par exemple un voyage à Berlin et les séances du Reichstag. Il faudra pourtant bien que je me décide. Je verrai alors si cela peut aller ou si je dois renoncer à la tâche.

Le voyage de Berlin pour le Reichstag n'a à mes yeux qu'un sens : remplir mes devoirs de citoyen allemand. Dire que je retourne à Berlin dans l'intention de reprendre le pouvoir, c'est offenser à la fois ma modestie et le sentiment de ma dignité. Il ne me viendrait pas à l'esprit, même en rêve, de briguer une place de ministre : une telle place serait inacceptable pour moi. Mes électeurs m'ont prié d'accepter un mandat, afin d'éviter que le siège ne soit pris par les démocrates-socialistes ou par les gueux. Ce mandat dure encore trois ans; peut-être redeviendrai-je plus valide ou des

circonstances se produiront-elles qui me feront un tel devoir d'exercer mon mandat que toute considération de santé deviendra accessoire. Pour le moment, je me sens vieux, plus vieux encore que je n'en ai l'air. »

**Vienne, 26 novembre.** — Suivant le *Fremdenblatt*, les négociations commerciales avec la Suisse vont reprendre aujourd'hui au ministère des affaires étrangères sous la présidence du chef de division M. Glanz (1).

**Londres, 26 novembre.** — Le *Daily Chronicle* a une dépêche de Shanghai disant que les forces des rebelles en Mongolie sont composées d'infanterie et que plusieurs escadrons de cavalerie marchent sur Pékin; que les populations de nombreux districts et plusieurs mandarins font cause commune avec les insurgés, contre lesquels les troupes impériales ont été envoyées.

**Arras, 26 novembre.** — Le comité des houillères a désigné ses arbitres; on croit que la commission d'arbitrage se réunira demain vendredi à la préfecture.

**Paris, 26 novembre.** — Les obsèques de lord Lytton auront lieu samedi; M. Carnot y sera représenté.

(1) La nouvelle du *Fremdenblatt* confirme celle que nous donnons plus haut sur ce même sujet. D'autre part, on mande de Berne que les négociations verbales ne seront reprises à Vienne qu'après accord intervenu sur diverses questions en suspens. Cet accord est poursuivi par correspondance. Les délégués n'auraient après cela qu'à s'occuper de la rédaction définitive du traité.

Ed. FERR, éditeur.

## LES LIVRES

UNE RÉVOLUTION AGRICOLE. G. VILLE ET LES ENGRAIS CHIMIQUES. — 1 vol. in-12. Paris, Lecène et Oudin.

Un écrivain du *Figaro*, M. E. Gautier, publie sous ce titre, en une brochure, l'extraordinaire conception de la théorie des engrais minéraux qu'il avait donnée, il y a quelques semaines, dans le *supplément littéraire* de son journal. M. Gautier, qui est étranger à la fois à la science et à la pratique agricole, cela apparaît surabondamment à chaque page de son opuscule, a voulu, dit-il dans sa préface, « faire une humble tentative de vulgarisation scientifique, inspirée par le maître génial dont il n'est que le clair et le fidèle élève. » Le maître génial est M. G. Ville, le professeur du Muséum auquel ses essais culturels ont valu en effet une très grande célébrité; nous ne pensons pas que les hyperboles louanges que lui décerne M. Gautier, son clairon, ajoutent rien à sa gloire. M. G. Ville a en le mérite de contribuer à répandre en France la théorie immémoriale des engrais, créée par Liebig, et la chance de voir sa théorie de la sidération prendre un regain d'actualité à la suite des brillantes recherches sur la fixation de l'azote atmosphérique dues à des savants dont les travaux n'ont rien de commun avec ses propres essais.

Mais il ne vaudrait pas la peine de protester, si M. Gautier s'était borné à casser son encensoir sur la tête de M. Georges Ville. Ce qui est plus grave, ce qui peut avoir des conséquences déplorables, étant donné la puissance du journalisme moderne, c'est de mettre en circulation des théories culturelles qui n'ont pas reçu de sanction expérimentale suffisante, de créer et d'entretenir des expériences trompeuses et de chercher, avec la témérité de l'ignorance, à engager l'agriculture dans une voie nouvelle, sans avoir l'assurance qu'il ne va pas au devant d'amères et ruineuses déceptions. A ce point de vue, nous n'hésitons pas à dire que la brochure de M. Gautier, si elle était prise au sérieux, serait dangereuse pour les agriculteurs qui la liraient de confiance.

## ÉTAT-CIVIL DE LAUSANNE

Décès. — NOVEMBRE.

Le 7. Louise Henriette, née Bazin, femme de Louis Blanchoud, d'Oron-le-Châtel, horloger, 57 ans, Bourg. — Le 8. Lucie-Françoise Augustine, née Dumur, veuve de Jean-Louis-David Moreod, d'Yverdon et d'Ormont-dessus, 38 ans, avenue Eugénie, 52 ans, rue des Eaux. — Le 9. Georges-Benoît Anna, née Perrochon, femme de Henri-Louis Rochat, de Croix, confiseur, 21 1/2 ans, rue Madeleine. — Le 9. Louis-Frédéric Germond, de Lovatens, manœuvre, 67 1/2 ans. — Emma Raccossier, de Bussigny sur Oron, couturière, 28 ans. — Le 10. Marie-Louise, née Duc, femme de Samuel-Auguste Richard, de Crissier, serrurier, 31 1/2 ans, route du Tunnel. — Marianne dite Nanette Schnyder, Lucerne, commerçante, 54 ans, rue Centrale. — Le 12. Emma, fille d'Emile Béboux, de Belmont, agent de police, 2 1/2 ans, Marthay. — Le 13. Constant-Louis, fils de Charles Constant Bovey, de Chanéaz, marbrier, 2 mois, Montoie.

## Marché d'Echallens du 19 novembre.

Froment, 250 sacs, de 28.— à 24.— fr. les 100 kg. Avoine, 20 sacs, de 16.— à 17.— fr. les 100 kg. Pommes de terre, — ch., à 0.90 fr. les 20 l. Foin, — chars, de 450 à 5.— fr. les 100 kg. Paille, — chars, à 3.50 les 100 kg. Beurre, de 1.30 à 1.40 fr. le 1/2 kg. Œufs, à 1.20 fr. la douzaine.

## Mauvais précurseurs.

Beaucoup de personnes ne se sentent pas précisément sérieusement malades, mais aussi rien moins que bien portantes. On ne sait pas soi-même au juste ce qui cloche, cependant l'état de santé laisse en général beaucoup à désirer. L'énergie et la force d'action manquent, on devient maussade, nerveux et irrité, on est tourmenté par des maux de tête et des nuits d'insomnie, l'appétit est changeant, la digestion difficile, etc., etc.

Ce sont là des symptômes d'un état maladif du foie et des reins et les précurseurs de maladies sérieuses et souvent incurables. Il est, par conséquent, de la plus grande importance, quand de pareils symptômes se manifestent, de prendre aussitôt les mesures nécessaires pour traiter efficacement ces maladies à leur début et en empêcher le développement. Si ce conseil était scrupuleusement suivi, beaucoup de maladies chroniques et de pénibles atteintes seraient évitées.

Maintenant, chacun se demandera quel régime et quel remède il faut employer pour être certain de se préserver de pareils dangers.

Nous répondrons à cette question en indiquant la « Warner's Safe Cure » comme le plus sûr et le seul remède possédant réellement les vertus curatives nécessaires pour rétablir les fonctions normales du foie et des reins et faire disparaître en peu de temps les symptômes de ces maladies.

Les nombreuses lettres de remerciements qui nous parviennent pour ce remède et qui paraissent de temps en temps dans les journaux sont une preuve et une entière garantie de sa puissance curative et qu'il mérite avec raison d'être chaleureusement recommandé.

On le trouve dans les pharm. *Grandjean et Nicati*, à Lausanne; pharm. *Chérel*, à Morges; pharm. *Addor*, à Vallorbe; pharm. *Gétaz*, à Yverdon.

Fauteuil Voltaire en damas 35 fr.

Fauteuil Voltaire en damas 35 fr.

HEER-CRAMER & CIE, LAUSANNE

Fabrique de meubles.

## Horaires des bateaux à vapeur

Heures de passage des bateaux aux principaux ports de la côte suisse (Pour le service complet, voir les horaires.)

Départ de	Mat.	Mat.	Mat.	Mat.	Mat.	Soir	Soir	Soir
Genève	—	—	8 30	12 45	2 45	—	—	—
Nyon	—	—	9 15	13 30	3 30	—	—	—
Reulle	6 40	—	10 30	—	4 30	4 40	—	—
Thonon	7 15	9 40	11 30	—	5 10	5 20	—	—
Evian	—	—	11 30	—	5 10	5 20	—	—
Morges	—	—	11 30	—	5 10	5 20	—	—
Onchyl-L.	7 35	9 45	12 15	—	2 50	—	5 50	—
Vevy	9 35	—	1 30	—	—	—	—	—
Clarens	9 35	—	1 40	3 30	—	—	—	—
Montreux	10 —	—	1 45	3 35	—	—	—	—
Chillon	10 10	—	1 55	3 45	—	—	—	—
Villeneuve	10 20	—	2 05	3 55	—	—	—	—
Bouveret	10 45	—	2 30	4 44	—	—	5 25	—
Evian D.	7 15	9 40	—	11 30	—	2 10	3 30	—
Onchyl A.	7 35	9 45	—	12 41	—	2 50	6 —	—

Départ de

Mat. Mat. Mat. Mat. Jour Soir Soir Soir

Bouveret — — — 8 30 12 — 2 45 4 45



